

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits polarisent l'ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

Redaction - Administration
Publicité
Adresse Télégraphique: Aguipres
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE
EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

Page 2
Conférence des cadres à Boulivel.

Page 3
Monographie de nos régions.

Page 4
Les débats sur l'apartheid au Conseil de sécurité.

LIQUIDONS L'ANALPHABETISME

POURQUOI L'ALPHABET LATIN

Il y a des militants, peu nombreux, d'ailleurs, qui ne comprennent pas pourquoi l'on parle « d'alphabétisation » alors que la majorité des guinéens savent écrire en Foulah, Kissi ou autres langues nationales, en utilisant les caractères arabes. Pourquoi, s'interrogent-ils, apprendre un nouvel alphabet, l'alphabet latin, pour transcrire nos langues ?

La question est certes pertinente. Mais il faut reconnaître que l'usage des caractères arabes est fait sans une règle grammaticale. Il peut même arriver qu'un lecteur ne puisse comprendre une lettre écrite par tierce personne.

Il fallait de toute maniere, pour notre pays entreprendre une campagne pour généraliser et développer la culture. La commission nationale, mise en place par le Bureau Politique National, a choisi pour cela l'adaptation de l'alphabet latin pour la fixation de nos langues. Quatre soucis majeurs ont déterminé sa position.

C'est d'abord pour l'uniformité de la culture. Le français qui a été adopté comme langue officielle et qui est par conséquent enseignée dans nos écoles utilise cet alphabet.

Puis un souci d'efficacité: c'est l'alphabet ou dans l'immédiat nous pouvons recruter le plus de vrais lettrés, donc disposer du plus grand nombre de cadres nécessaires pour alphabétiser le reste de la population. De plus, utilisant cet alphabet, nous pouvons mobiliser durant les vacances tous les élèves des écoles afin qu'ils nous aident d'une manière systématique et se rendent ainsi utiles au pays.

D'autre part l'idée d'œuvrer à l'unité africaine est entrée en jeu: tous les pays d'Afrique Noire sont familiarisés avec cet alphabet, de même, d'ailleurs que certains pays arabes.

Enfin un souci économique: notre imprimerie disposant des caractères latins, la question de typographie ne pose pas de problèmes. De plus toute la documentation technique, tous les livres d'études ou de littérature utilisés dans le pays sont en grande majorité imprimés en caractères latins. On peut ajouter que nombreux pays étrangers, comme la République Populaire de Chine, cherchent à utiliser l'alphabet latin.

Personne n'ignore que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture est beaucoup plus facile dans la langue pratiquée chaque jour. Apprendre à lire et à écrire dans une langue étrangère devient compliqué, coûteux, peu sûr, quand il s'agit d'adultes. En effet, cela suppose trois efforts:

- apprendre à lire;
- apprendre à écrire;
- apprendre la langue elle-même. Ce troisième effort étant de beaucoup le plus difficile.

Alphabétiser en langue mater-

nelle ramène les efforts à deux. Apprendre à lire et apprendre à écrire. Ce qui peut se faire vite et bien.

En effet, il ne faut pas oublier que lire c'est comprendre et non simplement vocaliser. Si après trois à six mois un adulte sous-sou par exemple, arrive à lire et à écrire la phrase suivante:

« Won kharan », rien ne prouve que s'il parvient à la vocaliser et à l'écrire en français, en espagnol ou en anglais, il la lirait autant en conférant à « lire » sa vraie signification. Notre adulte étant très occupé et impatient de voir le résultat de ses efforts, réussira beaucoup plus vite et beaucoup plus sûrement à apprendre à lire dans sa langue maternelle.

Quand nous disons que notre pays a besoin d'ouvriers et de paysans sachant lire et écrire il y a des camarades qui répondent que les notices d'utilisations des machines et des produits ne sont pas écrits en langue nationale. C'est évidemment là, aller un peu très tôt.

Mais que la campagne sera suffisamment avancée, **Horoya** fera paraître des articles en langues nationales, nous allons commencer la préparation de livres dans les différentes langues, livres destinés à la seconde phase de

la campagne. Nous composerons ces livres et ces articles à l'aide de toutes les vieilles histoires de notre culture que vous connaissez, des récits et des anecdotes que vous composerez, histoires et récits que vous nous enverrez transcrits dans votre langue maternelle. Ainsi journaux et manuels de perfectionnement se feront avec la collaboration de tous. Bien entendu les livres comprendront aussi les renseignements pratiques utiles à chaque catégorie de travailleurs.

Le succès de la campagne conditionne celui du plan septennal. Nous n'avons donc pas le droit d'échouer. Il faut au contraire que notre campagne soit un exemple de volonté, de courage et d'enthousiasme.

Mercredi après-midi

Une délégation gouvernementale dahoméenne est arrivée à Conakry pour une visite d'amitié de 4 jours

Une délégation gouvernementale de la République du Dahomey en mission de bonne volonté et d'amitié est arrivée mercredi après-midi à Conakry par le régulier d'Air Guinée venant de Bamako.

Conduite par M. Gabriel Lozes ministre des Affaires étrangères, elle comprend en outre MM. Adrien Degbey, ministre du Développement rural et de la Coopération, Eustache Prudencio, conseiller technique à la Présidence du Conseil chargé de l'Information, Abou Baba Mousa, directeur des Etudes et du plan et Tiarnou Adjibade, directeur des organisations internationales.

La délégation a été accueillie à sa descente d'avion par: le Dr Lansana Béavogui, ministre des Affaires étrangères, Diallo Abdoulaye, ambassadeur, directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, Nabi Soumah, chef du protocole du même ministère, Diallo Mamadou Oury chef de cabinet du ministère de l'Economie rurale et

Activités politiques à Koulé

Région administrative de N'Zérékoré de notre correspondant particulier Camara Moriba

Une délégation du Bureau fédéral de N'Zérékoré a effectué, à la fin du mois dernier, une visite d'inspection de cinq jours dans l'arrondissement de Koulé, au nord-ouest de la région administrative. Conduite par M. Kaba Arafan accompagnée d'une délégation du Comité directeur de la section, elle s'est rendue successivement dans les cinquante cinq comités de base composant cette section.

Expliquer aux producteurs et aux membres des coopératives agricoles de production les décisions prises au cours du **Conseil National de la Révolution** tenu à Gueckédou du 16 au 19 avril dernier et de la Conférence de Macenta les 15 et 16 mai, leur donner tous les éclaircissements nécessaires sur leur portée économique et sociale, tel était le but de cette prise de contact

avec militants et militantes de l'arrondissement, qui ont suivi conférences et exposés avec un intérêt soutenu.

Dans chacune de ses interventions, le délégué fédéral a insisté sur la production et la productivité, sur la fraude et le trafic frontaliers désormais considérés comme un crime à l'égard de la nation, car ces actes n'ont d'autres buts que de l'asphyser par des spéculations de toutes sortes sur nos produits, spéculations qui s'accompagnent naturellement d'une dévaluation de notre monnaie, entraînant les conséquences que l'on sait.

Vigilance accrue, vigilance de tous les instants pour dépister systématiquement et mettre hors d'état de nuire les fossoyeurs de notre économie, tels ont été les mots d'ordre adoptés par tous, tandis que paysans, Coopératives agricoles de production s'engageaient: travailler pour mieux produire, produire toujours pour ne jamais périr.

Après ces différentes prises de contact, la délégation du bureau fédéral a eu une séance de travail avec le comité directeur de la section, séance qui a porté particulièrement sur le plan de développement économique de la région. L'intensification de la production de café et de palmiers et tout naturellement la lutte contre l'oisiveté, le parasitisme et l'exode rural.

Le prochain sommet africain se prépare

Des délégués du Ghana, de la R.A.U., de l'Ouganda, du Congo-Brazzaville, du Niger et du Nigeria se sont réunis au secrétariat de l'Organisation de l'Unité Africaine à Addis-Abéba pour discuter de l'ordre du jour du prochain sommet africain qui doit avoir lieu au Caire.

On croit savoir que la date du 17 juillet sera retenue. On pense généralement que les divers rapports et recommandations mis au point par le Conseil des ministres ainsi que les diverses commissions sont les premiers points qui seront inscrits à l'ordre du jour.

Actes du Pouvoir central

Par décret de M. le Président de la République, le Dr Kourouma Baba est nommé directeur du service national de la Protection Maternelle et Infantile (P.M.I.) cumulativement avec ses fonctions de directeur général des écoles de la Santé.

M. Georges Ball à Ankara

Le sous-secrétaire d'Etat américain, Georges Ball a quitté Athènes pour Ankara. Il s'était entretenu avec le premier ministre de Grèce, M. Papandreu au cours de son bref séjour dans la capitale grecque.

La vie dans la Nation

Un système d'organisation rationnelle du travail

Par Sékou Diaby

Au lendemain des mémorables assises du Conseil National de la Révolution, il n'est plus besoin de démontrer et d'insister sur les bienfaits que peuvent apporter l'organisation rationnelle du travail dans tous les secteurs d'activité de la vie nationale.

Les directions politiques et administratives à tous les niveaux en sont convaincues, ceux-là mêmes qui ont à faire face à des obligations nouvelles et urgentes, soit dans l'application des mots d'ordre du Parti, soit dans la recherche d'un système économique en rapport avec les besoins et les aspirations du peuple et aussi le volume des travaux à exécuter.

Cependant, nous pourrions imaginer que l'expérience acquise au cours des dernières années dispense de poursuivre l'étude des méthodes et moyens de travail. Nous pourrions supposer qu'à chaque problème correspond une solution « toute faite », qu'il suffit d'appliquer.

Si c'est vrai dans les « grandes lignes », dès qu'on pénètre dans le détail des opérations, il n'en est plus de même.

C'est pourquoi nous sommes persuadés que les solutions doivent être repensées sans cesse, afin d'améliorer la qualité du service rendu à notre peuple.

Mais comment apporter en permanence l'esprit nouveau indispensable pour accélérer le point faible, rechercher la solution possible et faire entrer dans la vie de l'entreprise, la nouvelle méthode ou le nouveau moyen ?

C'est là en fait le véritable problème qui trouve sa solution dans l'application des principes d'organisation du travail.

Tout travail est par lui-même une fonction sociale qui a pour but de fournir à la communauté un service.

Tout travail est le fait d'un corps « organisé », d'un complexe dont les éléments sont, pour le moins, un homme, des matières à travailler et des instruments de travail.

Et c'est seulement lorsque plusieurs hommes doivent coordonner leurs efforts dans un organisme pour la production d'un même travail que le problème délicat de l'organisation se pose.

NOTRE CONCEPTION DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Pour nous, l'organisation du travail est à la fois l'esprit et l'ensemble des moyens qui permettent d'obtenir un meilleur rendement du personnel et du matériel d'une entreprise avec le minimum de prix de revient et le maximum de satisfaction pour les dirigeants, le personnel et la clientèle.

Organiser, c'est aussi améliorer sans cesse le « service rendu » au peuple dans le cadre d'une gestion saine, car l'organisation dans cette optique devient une nécessité correspondant à un souci de probité.

Mais parfois, les agents d'une entreprise, ceux d'un service n'échappent pas à cette remarque. Ils ont une certaine opinion défavorable contre les principes d'organisation du travail. Cette méfiance est souvent d'ailleurs favorisée par l'attitude de certains cadres qui préfèrent la routine à l'évolution, ou qui, par souci d'autorité mal comprise, n'associent pas les agents à l'exécution de l'œuvre commune.

Les attributions d'un chef comportent deux aspects : la gestion et la direction. Il doit savoir réaliser un juste équilibre entre ces deux formes d'activité. Il convient en toute circonstance de bannir systématiquement toute tendance à vouloir tout faire par soi-même. Un agent d'exécution est parfaitement capable d'accomplir des travaux difficiles demandant outre des connaissances techniques, de la réflexion et de l'initiative. Il convient pour cela de l'instruire convenablement, de lui apprendre clairement pourquoi et comment il doit exécuter un travail. C'est sans doute une des parties les plus délicates du travail du chef. Les instructions établies selon un plan logique doivent être nettes, précises et concises. Elles sont l'application du programme d'action élaboré par la direction et tous les cadres avertis, le programme d'action étant à la fois le résultat visé, la ligne conduite à suivre, les étapes à franchir, les moyens à employer. C'est donc, disons, la marche de l'entreprise prévue et préparée pour un certain temps. Ces instructions seront communiquées par notes au personnel et conservent aussi un caractère de permanence que ne possèdent pas les instructions orales qui avec le temps et souvent inconsciemment, sont peu à peu modifiées, pour en arriver à être complètement transformées, voire abandonnées.

Le chef qui veut être compris et partout obéi correctement, ne doit pas se tenir éloigné de ceux qui travaillent sous ses ordres. Il doit au contraire, être parmi eux, près d'eux et bannir systématiquement le « débrouillez-vous » trop souvent utilisé.

Ce contact constant doit tendre à créer cet esprit de confiance de collaboration, de compréhension mutuelle, indispensable au fonctionnement de toute entreprise, de tout service.

Ce n'est que dans la mesure où cet état d'esprit est créé que le directeur pourra administrer son entreprise, le chef son ser-

vice, l'agent exécuter correctement son travail.

Le rappel de ces quelques données, paraît certainement superflu, chacun a le sentiment qu'il « sait tout cela ». Et pourtant, nous pourrions tous citer des difficultés provenant d'un manque de prévisions d'une organisation mal étudiée, d'un commandement peu précis, d'un défaut de coordination ou d'un contrôle déficient. C'est peut-être parce que la logique des mots ne se matérialise pas aussi simplement dans les faits, que les principes essentiels ne se sont respectés.

Nous espérons malgré tout que ces quelques lignes porteront leurs fruits là où cela est encore nécessaire. En tout cas certains secteurs d'activités économiques font déjà la preuve que pour atteindre les buts fixés il faut avant tout et surtout « organiser ». Et pour organiser il faut méthodes et moyens de travail. C'est ce que nous nous proposons de vous exposer dans nos prochains articles.

Sékou Diaby

Organisateur à la C.N.S.S.

Conférence des cadres à Boulivel

La section de Boulivel, dans la fédération de Mamou a tenu une conférence dans la permanence de la section.

A l'ordre du jour figuraient : Le compte rendu de la conférence régionale, les normes de production au niveau de l'Arrondissement. Ouvrant la séance, le secrétaire général de la section M. Barry Oury a déclaré : « Nous avons à nous engager avec optimisme et confiance, à éliminer les séquelles du système colonial. Des compétitions sont ouvertes entre tous les organismes du parti et notre engagement est formel pour le plein succès des objectifs tracés par notre parti à savoir : bâtir un avenir meilleur pour les générations futures. »

De son côté, M. Soriba Sylla, commandant d'arrondissement a procédé à l'explication et à la répartition des normes de production conformément aux résolutions du CNR de Gueckédou.

Nous savons par ailleurs que les conférences de Macenta et de Foulaya issues des importantes résolutions du C.N.R., ont, après avoir minutieusement examiné les problèmes de l'heure qui se posent dans le domaine de l'industrialisation et de la commercialisation des produits, défini les normes de production

pour notre plan de développement économique.

Nous disons donc aux fédérations, sections et comités de base, production et bataille pour un lendemain prospère.

Conformément aux recommandations de la conférence régionale du 25 avril dernier, les cadres politiques de la section de Labé se sont réunis le 15 juin sous l'égide du Bureau fédéral pour analyser le travail effectué dans le cadre de l'application des décisions issues de la conférence régionale.

Prenant à cette occasion la parole, le secrétaire fédéral, M. Barry Samba Safé a analysé la situation économique de la région et le compte rendu de la dernière tournée du Bureau fédéral dans les sections.

« Les bonnes impressions que nous avons eues dans les sections, a expliqué M. Samba Safé, témoignent de la profonde confiance que les militants ont dans les décisions préconisées à travers toute la fédération, notamment à l'appel lancé pour l'intensification de la production dans tous les domaines et pour une adhésion massive à la coopérative des consommateurs. »

Ensuite, les présidents des comités de base ont présenté le bilan du travail accompli par leurs comités depuis le 1er mai.

La contribution de la République Populaire de Bulgarie à la campagne nationale d'alphabétisation



On reconnaît ici de gauche à droite, M. Diallo Mouctar, S. E. Tentcho Metchko et le secrétaire de l'Ambassade de Bulgarie.

Dans notre précédent numéro, nous avons parlé de la cérémonie au cours de laquelle l'ambassadeur de Bulgarie a remis au Haut-Commissaire à la Jeunesse du matériel scolaire pour la campagne d'alphabétisation

La Guinée... l'Afrique... le monde...

MONOGRAPHIE DE NOS REGIONS

La région administrative de KANKAN

par *Camara Djiba et Camara I. Sory*

(Suite de nos précédents numéros)

Production. — La région administrative de Kankan a une vocation agricole et pastorale. Pendant la campagne 1963, on y a commercialisé :

- 31.000 tonnes de riz ;
- 30.000 tonnes de fonio ;
- 7.000 tonnes d'ignames ;
- 31 tonnes de mil.

Grâce à la mise sur pied de 25 coopératives de production on espère pouvoir commercialiser dans un proche avenir une production beaucoup plus élevée, de ces diverses denrées qui constituent la base de notre alimentation.

On dit souvent d'ailleurs, qu'une organisation du travail appelle un bon rendement — ce qui explique la création d'autres coopératives comme les 11 sociétés de commerce, la coopérative du bâtiment, celle des boulangers et le Centre de Modernisation rurale de Moribaya. Mais si la principale production de Kankan est le riz, il n'en demeure pas moins vrai que cette production subit une baisse et que croissent en proportion les activités commerciales qui sont une des principales occupations des populations.

Dans ce domaine, un travail d'éducation s'impose et la lutte contre l'exode rural doit être menée en permanence, afin que pendant la saison des pluies, chacun retourne à la terre.

Le cheptel. — Nous avons dit que Kankan a une vocation pastorale. Le régime des pluies et le climat permettent un élevage assez rentable. On y compte :

- 50.000 bovins ;
- 10.000 ovins ;
- 8.000 caprins ;
- 100 porcins ;
- 600 ânes ;
- 200 équidés ;

Il est bon ici de noter le problème qui se pose à l'éleveur : la rareté des points d'eau en saison sèche et le manque de bonnes herbes, ce qui explique que les animaux présentent souvent un aspect chétif.

Les projets de Kankan devront être définis dans le cadre du plan septennal, conformément aux décisions du C.N.R. de Guékédou. Ce que nous pouvons dire en matière de conclusion sur cette région, c'est que la production de riz, de fonio et d'ignames etc... devra doubler sinon tripler. Mais pour y réussir, il faudra dégorger Kankan ; Kankan où l'on rencontre même pendant cette saison des pluies de petits marchands et des chercheurs d'emplois de manœuvre, de boy ou de chauffeur. L'engagement des jeunes de Kankan devant le 3e Congrès de la J.R.D.A. nous bourdonne encore à l'oreille. Alors au travail !..

D'autres problèmes non moins importants et qui retiennent heureusement l'attention des autorités régionales sont l'adduction d'eau de la ville et l'éclairage des rues défavorisées au profit des habitations.

NOS CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Nous avons dit dans les précédents articles que la Haute Guinée et la Guinée forestière possèdent, par la nature riche de leur sol, le climat et l'abondance du régime des pluies, d'immenses possibilités agricoles. Et puisque nous parlons de mystique de travail depuis le C.N.R. de Guékédou, il est bon de faire ici une certaine remarque revenant sur les décisions économiques prises à Macenta et Foulaya quant à la fuite frauduleuse des produits, nous attirerons l'attention de chaque région sur la nécessité de prévoir, dans son plan septennal un programme agricole hardi. Le sol guinéen est assez riche et chaque région doit pouvoir se suffire en riz, fonio, maïs, etc... pour qu'on en finisse avec l'importation des denrées de consommation courante.

Produire, toujours produire davantage, tel a été le mot d'or-

dre de Guékédou. Nous ne cesserons jamais de répéter que notre sol nous offre toutes les possibilités de satisfaire nos besoins alimentaires. Si le prix du riz est incroyablement élevé à Kérouané ou à Gaoual, c'est qu'il y a beaucoup de facteurs qui agissent sur sa production : le commerce ayant entraîné la vie chère et l'exode rural — sans parler bien entendu de la fraude qu'elle fleurit à toutes les frontières. Une politique des prix est nécessaire sinon indispensable. Ceux qui étranglent notre économie sont d'abord dans le pays. Alors, vigilance ! Le Chef de l'Etat dans son message de nouvel an à la nation, n'avait-il pas dit que **cette année est une année de vigilance et de développement économique** ? Cette vigilance, c'est d'abord un problème d'éducation, car il ne s'agit plus de produire assez de riz ou de fonio pour sa seule consommation, mais de produire encore davantage pour l'exportation. Toutes les solutions doivent être envisagées pour atteindre ce but : augmenter la production par des méthodes et des moyens nouveaux afin d'atteindre nos objectifs dans les délais les plus brefs.

Nos lecteurs nous écrivent

Trop de mendicité des mains toujours tendues

Tous les vendredi, lorsque nous nous rendons à la prière, nous voyons les alentours des mosquées bondés d'infirmités : aveugles, manchots, bancals, boiteux, sourds, muets, idiots, etc... qui demandent l'aumône. Parmi ces infirmes, il y a aussi des femmes mères de jumeaux ou triplés, qui étalent leur misère et leurs bébés à même le sol, comme des marchandises, pour mieux attirer l'attention du charitable.

Est-ce que avoir des jumeaux ou triplés est aussi un critère pour mendier ou tout simplement une occasion d'encourager la faiméantise et le parasitisme ? En tout cas il est inconcevable que des femmes valides, en parfaite santé et bien constituées ne puissent trouver autre ressource pour vivre que quémander. Ces personnes là abusent de la charité des autres. Nous souffrons, bien

entendu, du sous-développement, mais ces « malheureuses » ne me diront pas qu'elles sont victimes de la guerre et encore...

Dans certaines régions les mères de jumeaux ou triplés dont l'ensemble des ressources est inférieure au minimum vital, passent dans les concessions pour y chercher de la besogne : piler, badigeonner les cases, puiser de l'eau, blanchir les habits etc. Ainsi, arrivent-elles à mener un train de vie décent. Cela n'empêche nullement un cœur sentimental et généreux, de leur faire l'aumône. Pourquoi celles de Conakry ne font-elles pas la même chose ?

Il est souhaitable que des conférences d'information et d'éducation soient tenues à leur intention, qu'elles sachent qu'avec un peu de volonté et de courage, elles vivront mieux et sans quémander.

SAKO Mamadou

Conférence de presse sur l'exploration spatiale

M. Elton Stepherson, expert américain confrencier attaché à la base de la N.A.S.A. (Cape Kennedy, a donné hier après-midi à l'Agence Guinéenne de Presse, une conférence sur les différents problèmes qui se posent aux savants dans les recherches spatiales.



Cette conférence de presse n'est que la première d'une série de conférences que M. Elton Stepherson donnera à l'Institut Polytechnique de Conakry ainsi que dans les établissements scolaires de Conakry, Kankan, Labé et Kindia.

Nous y reviendrons plus en détail dans notre prochaine édition.

En parlant production

Chauffeurs d'Etat ou fossoyeurs de véhicules ?

Qui veut aller loin, ménage sa monture. Ce dicton populaire n'est pas partagé par les chauffeurs de Conakry, particulièrement par ceux des véhicules de transports publics. On a souvent l'impression qu'ils disputent un concours de vitesse. Voyez les déboucher aux détours de la route ou aborder les carrefours, à « toute pompe », comme pour braver le code de la route qui prescrit le contraire.

Sarrecœur pour débarquer un passager ou en embarquer un ? Ils démarrent en trombe au risque de réduire en miettes les membres de quelque pauvre diable qui aurait eu l'imprudence de se risquer à côté.

Vous imaginez-vous, messieurs les chauffeurs, que ces machines sont inusables ? Pensez-vous ainsi contribuer à la « Production » ? Si le gouvernement fait de bonnes routes ce n'est pas pour qu'on en fasse de pistes d'essai.

Produire, c'est d'abord économiser. Eh, en ce qui vous concerne, l'entretien minutieux, sinon méticuleux, doit être inscrit en lettres d'or dans les commandements de votre profession.

Or, d'une manière générale, les

chauffeurs de l'administration sont des fossoyeurs de véhicules. Ils vous les malmènent de telle façon qu'au bout de quelques mois, les automobiles si solides soient elles, deviennent de véritables épaves.

Combien de fois n'assiste-t-on pas, sur le champ, « à la mort d'un véhicule » parce que le chauffeur n'a pas veillé à l'élémentaire, à savoir vérifier le niveau d'eau, ou d'huile, ou même resserrer un boulon, un écrou ?

Pensez-vous seulement à tous les sacrifices, toutes les privations, qu'il a fallu consentir pour importer ces automobiles ? Nous vous y invitons.

Fodé Béréte

Production : Critère de l'engagement militant de tous ceux qui se réclament de notre Révolution

IMPRIMERIE NATIONALE
PATRICE-LUMUMBA

L'Information au service du peuple et de sa révolution

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITÉ

Organe
Quotidien
du
Parti
Démocratique
de Guinée

COMPTE CHEQUES POSTAUX 6975
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINÉE
3-34-32

Du 15 au 22 juin à la Haye

Le fonds spécial de l'O.N.U. tiendra sa douzième réunion aux Pays-Bas

Quarante-neuf (49) nouveaux projets à réaliser ont été recommandés par le directeur général du fonds spécial de l'O.N.U. en faveur de l'Afrique et d'autres parties du monde.

Du 15 au 22 juin les 24 membres du conseil d'administration du fonds étudieront ces recommandations. C'est la douzième fois qu'une telle réunion est convoquée depuis la création du fonds en 1959, mais c'est la 1ère fois qu'elle se tiendra en dehors du siège des Nations-Unies.

Rappelons que le fonds a été créé dans le but d'aider les pays en voie de développement à résoudre certains problèmes de développement.

L'Uruguay, l'Argentine, le Brésil, le Mexique, le Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la France, le Canada, les Pays-bas, la Norvège, les Philip-

pines, la Pologne, la Suède, le Japon, l'Italie, le Ghana, la Tunisie, le Sénégal, l'Inde, l'Indonésie, l'U.R.S.S., les Etats-Unis sont les membres de ce conseil.

Le directeur général du fonds, M. Hoffman prévoit une aide du fonds dans 4 grands secteurs pour 49 projets.

Il s'agit de :
- la planification du développement, notamment l'urbanisme ;
- la formation de spécialistes, notamment celle de cadres administratifs ;
- la recherche appliquée relative aux problèmes agricoles et industriels.

- la topographie des ressources naturelles, notamment le sol, l'eau les minerais, les forêts et les pêches.

Ajoutons que le fonds spécial est financé par les contributions volontaires des gouvernements.

Une bombe incendiaire explose à Alger: 2 morts

Une puissante explosion a eu lieu mercredi dans le dépôt des colis postaux au port d'Alger.

Deux personnes auraient été tuées et trois autres blessées. L'enquête a établi qu'un incendie avait commencé à la suite de l'explosion d'une mine-surprise, mise dans un des colis amenés à Alger à bord du bateau français « Kairouan ». Les dégâts matériels sont importants.

102 pays étaient représentés à la Foire de Hanovre

La foire annuelle de Hanovre (Basse-Saxe en Allemagne) a connu un grand succès cette année. Y ont exposé 4.449 exposants allemands et 1.368 exposants étrangers. Les résultats ont été satisfaisants chez la plupart d'entre eux.

Parmi les trente nations étrangères qui ont ouvert un bureau d'information dans le centre international, l'Afrique était présente par les stands. Les intéressés étrangers de 102 pays ont à nouveau confirmé l'attrait de la foire de Hanovre pour le commerce.

Ainsi, d'ailleurs, au cours des dix jours de foire, près de 70 groupes d'experts et de délégations sont venus à Hanovre. La

Le Conseil de Sécurité poursuit ses débats sur la politique raciale d'Afrique du Sud

Interventions des délégués

Le Conseil de sécurité poursuit ses travaux sur l'Apartheid. Intervenant au cours des débats, les délégués de la Côte d'Ivoire, du Maroc, de l'Indonésie, du Pakistan et de Madagascar ont invité de Conseil de sécurité à

imposer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud ; ils ont également lancé un appel pressant aux grandes puissances afin que celles-ci appliquent les sanctions économiques proposées à l'encontre du gouvernement des colons blancs.

Les sept pays membres (non-permanent) du conseil ont appuyé les résolutions.

Au cours de son intervention, le délégué malgache, M. Louis Rakotomalala soulignant la nécessité pour tous les africains d'œuvrer sans relâche en vue de décoloniser l'Afrique du Sud, a dit : « Ce ne sont plus seulement treize millions d'africains sans défense que les tenants de l'Apartheid ont en face d'eux, mais bien 200 millions d'africains, unanimes et résolus et qui se présenteront devant les instances internationales autant de fois qu'il le faudra, aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour faire disparaître l'Apartheid et son hideux cortège de misères et de haine ». Le délégué malgache a ensuite exprimé l'espoir que les grandes puissances se joindront aux autres nations pour l'application immédiate des sanctions économiques contre le régime de Pretoria.

De son côté, le délégué de la Tunisie, M. Taieb Slim a notamment fait appel au Conseil de sécurité pour que celui-ci prenne conscience de ses responsabilités « au nom de la conscience universelle profondément révoltée et indignée par la pratique odieuse de la philosophie immorale de l'apartheid ».

« Les décisions qui seront prises à l'issue de ces débats, a souligné le délégué tunisien permettront aux chefs d'Etat africains d'apprécier les efforts et l'appui de leurs vrais amis qui auront soutenu une noble cause et défendu les droits des sud-africains qui subissent la domination injuste et odieuse des racistes blancs du gouvernement de Pretoria ».

Le conseil reprendra ses débats aujourd'hui.

conférence mondiale sur le Commerce et le Développement qui siège actuellement à Genève, a envoyé une délégation de 29 personnalités de premier plan, parmi lesquelles l'Afrique a été représentée notamment par la Guinée (M. Dramé Alioune, ambassadeur) le Cameroun, le Maroc, l'Ethiopie le Ghana et le Nigéria.

Incidents raciaux aux U. S. A.

A Sainte-Augustine un défilé de manifestants intégrationnistes noirs a occasioné des heurts sanglants au cours desquels dix noirs ont été blessés.

Des manifestations semblables se sont produites mardi à Tuscaloosa et quatre vingt seize noirs dont la plupart des dirigeants locaux auraient été arrêtés.

Communiqué sénégal-yougoslave

Le communiqué conjoint publié à Dakar à l'issue de la vite que vient d'effectuer une mission yougoslave au Sénégal indique que « les deux parties expriment le souhait que tous les pays membres de l'organisation de l'Unité africaine participent à la conférence des pays non-engagés qui se tiendra au Caire ».

« Il a été décidé, poursuit le communiqué de créer une commission mixte qui déterminera le champ d'activité des échanges commerciaux entre les deux pays. »

M. Aouad, nouvel ambassadeur marocain en Tunisie

Le nouvel ambassadeur du Maroc en Tunisie, M. Mohamed Aouad a indiqué à son arrivée à Tunis qu'il était heureux de se trouver parmi ses frères tunisiens pour normaliser les rapports qui unissent les deux peuples.

« Je suis sûr, a-t-il poursuivi que nous atteindrons nos objectifs dans la construction d'une société toujours meilleure et l'édification du Maghreb.

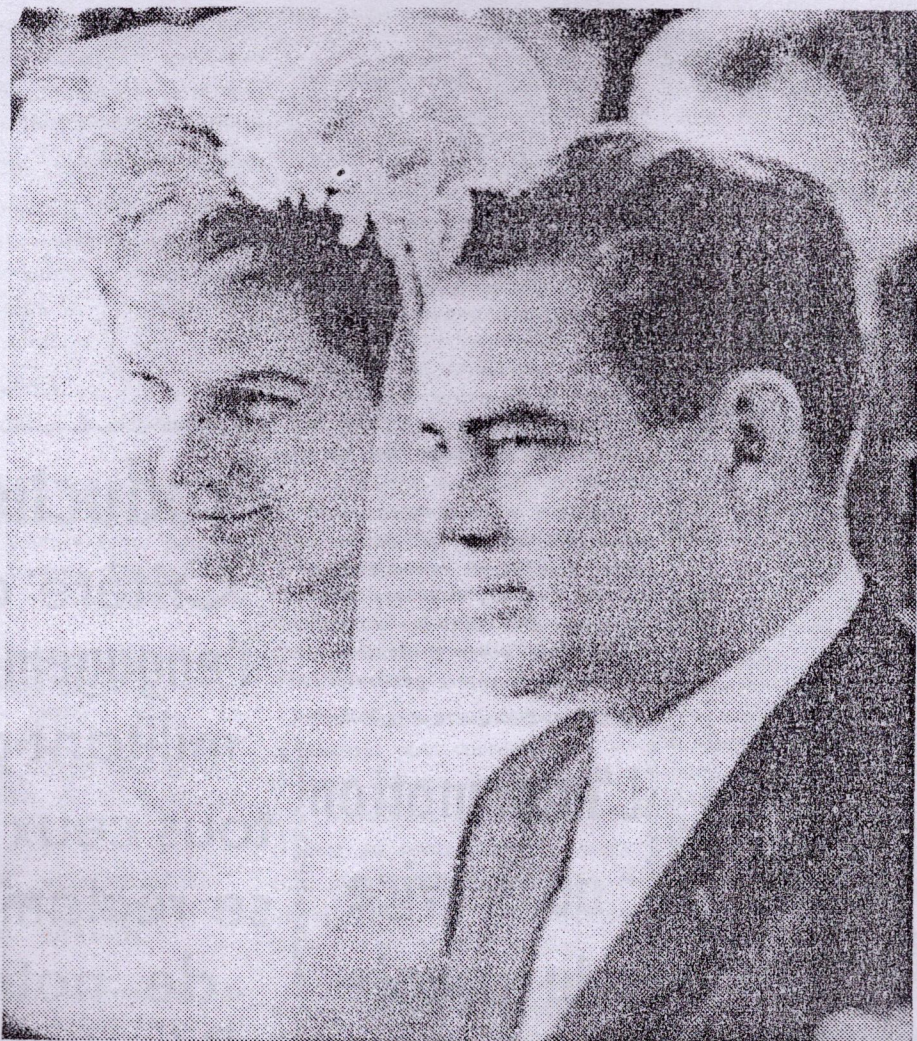
L'Agence tunisienne de Presse a annoncé par ailleurs que le Président Bourguiba a désigné

auprès du royaume du Maroc, M. Habib Chatty actuellement accrédité auprès du gouvernement britannique.

L'agence tunisienne de Presse salue ce retour général à la compréhension entre les pays du Maghreb.

« L'arrivée à Tunis de M. Aouad illustre publiquement la reprise des excellentes relations que la Tunisie et le Maroc avaient dans le passé établies et qu'ils avaient déjà renvoyé d'eux depuis plusieurs mois ».

De père et de mère cosmonautes ...



Notre photo : les jeunes mariés au palais de mariage à Moscou. Poto A.P.N.

Elle est venue grossir depuis mercredi la famille des héros de l'espace. Mme Nikolaïeva, née

Valentina Téréchkova, s'était mariée quelques mois après sa randonnée spatiale en vol jumelé en compagnie de

Valeri Bykoski, avec son aîné de l'espace Adrian Nikolaïev. A quand les véritables jumeaux de l'espace ?